

RENFORCER LES RÉSEAUX OUTRE-MER DU CANADA

La région présente d'autres dimensions importantes pour le Canada. Depuis quelques années, plus de la moitié de ses nouveaux immigrants viennent principalement de Chine et d'Inde. Aujourd'hui, un pourcentage important et croissant de Canadiens d'origine asiatique tissent des liens toujours plus divers avec la région, y donnant au Canada un accès privilégié.

Il est essentiel, pour les objectifs de la politique étrangère du Canada – du programme d'action relatif aux responsabilités à notre capacité de définir un nouveau multilatéralisme – d'entretenir des relations fructueuses avec la région.

Le Canada joue un rôle actif dans des initiatives concernant la non-prolifération, la lutte antiterroriste, la consolidation de la paix et la prévention des conflits en Asie-Pacifique. En Afghanistan, nous continuons de contribuer considérablement à la stabilisation et au développement démocratique. Le Canada travaille en étroite collaboration avec ses alliés sur le problème de la prolifération nucléaire dans la région, grâce au G8 et à l'AIEA. De plus, en tant que membre de l'Initiative de sécurité contre la prolifération (ISP), le Canada fait partie des 16 pays participants qui s'efforcent de prévenir et d'interdire le trafic illicite des ADM et des technologies connexes, que ce soit par terre, air ou mer.

Le Canada continuera de s'associer avec des pays partageant ses vues tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon afin de promouvoir la démocratie, les droits de la personne et la sécurité humaine, y compris par une aide aux commissions des droits de la personne et à des ONG.

Des menaces non traditionnelles à la sécurité, comme le SRAS et la grippe aviaire, apparaissent aussi dans la région Asie-Pacifique, et elles concernent directement le Canada. Nous traitons ces questions dans des processus multilatéraux, tout particulièrement dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les efforts déployés pour protéger l'environnement mondial ne peuvent porter leurs fruits que si l'Asie-Pacifique contribue aux solutions. La progression du nombre de voitures individuelles en Chine, qui a augmenté de 70 % rien qu'en 2002, montre l'énormité de ce défi. Les Affaires étrangères négocient actuellement des accords avec plusieurs pays asiatiques, dont la Chine, pour faciliter l'utilisation du mécanisme

de développement propre du Protocole de Kyoto afin d'encourager des investissements qui réduisent les émissions tout en produisant des crédits dans le cadre du Protocole. Les capacités scientifiques et technologiques de plus en plus précieuses de la région pourraient contribuer considérablement au règlement de ces deux questions environnementales, entre autres. Les Affaires étrangères s'efforceront d'aider à faciliter des liens entre les institutions canadiennes et leurs équivalents en Asie-Pacifique dans ces domaines, y compris par l'intermédiaire de la Fondation Asie-Pacifique, qui a son siège à Vancouver et qui bénéficie dans le budget de 2005 d'une enveloppe de 50 millions de dollars.

AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Le Canada partage avec l'Amérique latine et les Antilles des objectifs qui servent son programme d'action relatif aux responsabilités, en particulier le renforcement de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits de la personne dans la région, tout en instaurant un véritable développement pour venir à bout de la pauvreté.

Depuis le début des années 1990, la région a beaucoup progressé dans l'instauration de la démocratie, la protection des droits de la personne et la bonne gouvernance, ce qui contribue à une stabilité et à une sécurité accrues. Des régions autrefois déchirées par des conflits, comme des parties de l'Amérique centrale, ont enregistré de nets progrès. Haïti et la Colombie restent les principaux sujets de préoccupation en matière de sécurité. Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. Ses 8,3 millions d'habitants vivent pour la plupart avec moins de 1 dollar américain par jour, et cette situation est aggravée par l'agitation politique et sociale.

Avec le déploiement de soldats canadiens, le Canada joue un rôle de premier plan dans la force de stabilisation envoyée en Haïti par l'ONU. Nous appuyons l'opération de paix en cours et y avons détaché des policiers. Le Canada, qui appartient aussi à la Francophonie et compte une communauté haïtienne importante, continuera d'aider à la reconstruction et au développement de Haïti.